



PAR PHILIPPE DIDIER (94)

professeur de mathématiques à Lisbonne

La démocratisation de l'éducation, une dangereuse alchimie

La démocratisation de l'enseignement, selon laquelle l'acquisition d'un diplôme supérieur devrait être accessible à tous, confond diplôme et compétence. L'exemple vécu de l'enseignement au Portugal illustre les effets pervers de cette dangereuse dérive.

■ L'élève qui débute sa formation supérieure est idéalement un produit fini. Il est le résultat d'un enseignement primaire et secondaire qui lui a apporté une culture générale, les outils pour la communiquer et la comprendre. L'enseignement supérieur lui offre la possibilité d'approfondir certaines de ses connaissances et d'être reconnu par la société comme un spécialiste dans certains domaines.

Une démocratisation perverse

L'édifice que supportent les bases de l'enseignement secondaire et primaire est de plus en plus lourd. Le bon sens dicterait que, pour supporter tout cela, le niveau d'exigence dans l'enseignement augmente tant dans la formation des professeurs que dans celle des élèves. Pourtant, en Europe, nous assistons depuis plusieurs années à l'exigence d'une démocratisation de l'enseignement selon laquelle l'acquisition d'un diplôme supérieur devrait être accessible à tous. Cette accessibilité est à prendre au sens où tout individu, indépendamment de son aptitude ou de sa volonté, doit posséder un diplôme d'études supérieures pour avoir accès au monde du travail. Et cela, au détriment des formations technologiques ou plus pratiques. Aller dans cette voie est une erreur

qui pourrait avoir des conséquences dramatiques. L'erreur étant de confondre la sélection d'un élève avec son orientation.

L'erreur est de confondre la sélection d'un élève avec son orientation

Former pour aboutir à l'emploi

La vraie démocratie de l'enseignement, c'est d'être capable d'évaluer rigoureusement le niveau et les aptitudes d'un élève et de pouvoir lui offrir une formation compatible avec ceux-ci, une formation qui aboutisse à un emploi : c'est la sélection et l'orientation. La démocratie de l'enseignement est réalisée lorsque l'on est capable de détecter très tôt, dans

Un pilier de la société

L'éducation est l'un des rouages assurant le bon fonctionnement de nos sociétés. En même temps que celles-ci évoluent, l'éducation doit s'adapter aux nouveaux enjeux auxquels elles sont confrontées. Il faut souvent plusieurs générations d'élèves et de professeurs pour que les décisions prises par nos pairs dans le passé puissent se concrétiser et que leurs effets soient mesurables.

un élève aux conditions sociales défavorisées, le potentiel d'en faire un polytechnicien, par exemple, puis de l'appuyer tout au long de son éducation.

L'exemple portugais

La « démocratisation » de l'enseignement et sa « politisation » au Portugal ont eu des conséquences dramatiques. Je suis professeur de mathématiques à l'Universidade Nova de Lisboa : une université pu-

La charrue avant les bœufs

La quasi-disparition des mathématiques dans l'enseignement de la physique-chimie et l'introduction de sciences de l'ingénieur sont une aberration. On enlève aux mathématiques des champs d'application essentiels à la bonne compréhension de concepts abstraits et, d'autre part, on réduit les champs d'application mêmes de la physique-chimie. Quant aux sciences de l'ingénieur, d'une part les élèves n'ont pas assez d'outils pour étudier les modèles de façon détaillée, et, d'autre part, ce qui y est enseigné relève du bon sens ou de compétences acquises naturellement lors d'une formation supérieure.

Les « universités » privées au Portugal : un exemple de la « démocratisation » de l'éducation

Récemment, on a vu les professionnels de la santé s'insurger contre l'ouverture d'un pôle de l'universidade Fernando Pessoa (UFP) proposant « clé en main » un diplôme de dentiste (*Le Figaro étudiant*, 27 novembre 2012). L'UFP, l'universidade Católica, l'universidade Lusófona, l'instituto Piaget sont des exemples de ces entreprises foisonnant au Portugal où l'on peut acheter un diplôme dans presque tous les domaines possibles. On peut s'y procurer non seulement des diplômes supérieurs de dentiste, mais aussi d'infirmier, de vétérinaire, de psychologue, d'avocat, d'économiste, d'ingénieur et de professeur dans l'enseignement secondaire, etc. Tout cela a un coût pour les élèves (et leurs parents), pouvant facilement aller au-delà des 1 000 euros mensuels pour des formations qui, en accord avec la convention de Bologne, durent entre trois et cinq ans. Néanmoins, peu de ces formations sont reconnues en dehors du Portugal. Les cursus sont créés avant d'avoir été certifiés, leurs professeurs n'ont en général pas de doctorat mais un diplôme de cette même institution. Un tel système est susceptible de toute sorte d'abus. Une telle entreprise a un intérêt financier à faire redoubler ses élèves, mais pas trop car il lui faut respecter un modèle économique. C'est un système démocrate dans le sens où, si l'on n'a pas d'aptitude mais de l'argent, on peut obtenir toute formation supérieure. En France, il me semble crucial de lutter de façon acharnée contre l'implantation de telles structures. Une université ne doit son existence qu'à son devoir d'éduquer. Si on lui demande de faire un profit, on court le risque d'un conflit éthique grave avec sa mission de formation.

blique. La distinction entre universités publique et privée est fondamentale au Portugal. L'université publique est similaire dans son fonctionnement aux universités françaises, l'université privée est un lieu où l'on achète un diplôme. Il y a trois ans, les recteurs des universités publiques ont signé un contrat avec le ministère de l'Éducation, établissant un quota de diplômes de licence en troc de financement. En échange de financement, il faut, dans mon université, produire en trois ans plus de 3 000 diplômés. Afin de parvenir à ce chiffre, le mot d'ordre, dûment répété, a été « l'excellence ». En pratique, dans le cas des mathématiques, cela implique *grosso modo* de faire passer les taux de redoublement de 80 % à 50 %. C'est irréaliste, car le niveau des élèves est beaucoup trop faible. Dans certains cas d'élèves n'ayant qu'une matière en retard, le conseil pédagogique attribue une note virtuelle, permettant d'obtenir le diplôme. Le modèle de financement des universités publiques portugaises est maintenant proportionnel au nombre d'étudiants. Un certain montant est affecté à chaque élève suivant un cours une première fois, il est divisé de moitié si l'élève redouble, par trois s'il triple et est nul à la quatrième tentative. Il faut donc que les élèves passent si l'université veut survivre.

Professeur au rabais

Cette situation, ou plutôt ce désastre, a diverses origines. La première provient de la formation et de la sélection des professeurs. Pour devenir

professeur de mathématiques dans le secondaire, les élèves ont le choix entre universités publiques et privées. La sélection étant fondée sur les notes, le produit des formations privées a plus de chance d'enseigner que celui du public. Pour parer à cela, les universités publiques ont ouvert l'accès de leurs maîtrises en enseignement des mathématiques aux diplômés de licence d'ingénieurs, tout en modifiant le programme de cette maîtrise de façon à ce qu'il ne contienne que 10 % d'enseignement de mathématiques appliquées et 90 % d'enseignement en sciences pédagogiques.

À chaque élection, le ministre de l'Éducation se sent investi du devoir suprême de laisser sa marque

Des programmes en changement perpétuel

Une autre origine provient du changement périodique des programmes. À chaque élection, le ministère de l'Éducation se sent investi du devoir suprême de laisser sa marque. Comme c'est le cas en France depuis plusieurs années, ces changements sont étudiés certes par des spécialistes du sujet, mais leur mise en place est dirigée par des spécialistes des « sciences » de la pédagogie aux compétences techniques souvent douteuses.

L'un des précédents gouvernements conseillait fortement de ne plus donner de devoirs à la maison. Les matières devaient être comprises et

pratiquées en classe. Pour les élèves qui arrivent à l'université, le choc est rude.

Cent ans pour créer, dix ans pour détruire

Un système éducatif efficace comme le nôtre a mis des centaines d'années à se consolider mais, pour le détruire, l'exemple du Portugal montre qu'il ne suffit que d'une dizaine d'années. Je suis arrivé dans l'enseignement supérieur portugais en 2005, après avoir enseigné deux ans à l'université d'Orsay. On m'avait averti que le niveau des élèves était beaucoup plus faible qu'en France. Ce n'était pas vrai, il était semblable. Aujourd'hui, il est exécrable et empire de façon accélérée, d'année en année. Le jour est très proche où l'enseignement sera démocratisé, où tous les diplômés seront mauvais.

L'éducation demande beaucoup d'efforts

L'éducation de nos enfants n'est pas une alchimie où chacun ajoute son remède miracle. Il n'existe pas de potion magique permettant d'amener tous les élèves à un niveau de licence. Il faut offrir à chacun la possibilité d'y accéder, mais aussi faire en sorte que ceux qui n'en ont ni les capacités ni la volonté puissent s'orienter vers des formations adaptées. Pour cela, il faut pouvoir évaluer et sélectionner les élèves de façon juste et rigoureuse. L'éducation n'est pas un processus trivial. C'est un processus long et qui demande beaucoup d'efforts de la part des élèves et de leurs professeurs. ■